

Bonjour,

L'ATIBT, dans le cadre de son programme Fair&Precious de promotion des bois tropicaux certifiés, initie une série de 3 tribunes qui seront communiquées aux médias au cours des prochaines semaines. Ces tribunes tendent à montrer la valeur concrète du travail des concessionnaires certifiés. Nous vous présentons ici le premier de ces textes.

Merci de me contacter si vous souhaitez publier en tant que tribune.

Cordialement,

Delphine Boutrin

Certification forestière : Un cercle vertueux où emploi rime avec conservation

Par Benoit Jobbé-Duval

Les forêts tropicales couvrent 7% de la planète, mais contiennent 50% de la biodiversité mondiale. Leurs écosystèmes régulent les flux d'eau mondiaux et le climat. Ils soutiennent directement les moyens de subsistance de plus d'un milliard de personnes.

L'impact du développement économique mondial sur la biodiversité et les difficultés à freiner le réchauffement climatique, sont aujourd'hui deux faits incontestables. Le désarroi qui en découle chez certains, mais aussi la prise de conscience du rôle fondamental des forêts tropicales au sein des grandes institutions (FAO, Union Européenne, One Planet Summit), met en exergue l'importance de certains gestionnaires forestiers qui ont initié, il y a déjà de nombreuses années, une réflexion en profondeur sur l'avenir des forêts du bassin du Congo.

L'initiative française, et bientôt européenne de Stratégie de lutte contre la Déforestation Importée (lire ci-dessous), est une démarche originale et urgente à mettre en œuvre pour éviter la disparition de forêts au profit de plantations de soja ou de palmier à huile. S'il est fréquent d'entendre parler d'initiatives concrètes pour reforester les zones dégradées, il est beaucoup plus rare aujourd'hui de présenter des solutions de lutte contre la déforestation.

Pourtant, on sait aujourd'hui que la déforestation en milieu tropical libère en moyenne 300t de CO2 par hectare, avec un effet immédiat (sans parler de la perte de la biodiversité qui en découle). Alors qu'à titre de comparaison, « la reforestation » en termes de séquestration carbone ne produira son effet que d'ici 10 à 15 ans, voire 20 ans, à raison de 100 t de CO2 / ha. Rappelons, que selon une étude des Nations Unies, le coût estimé d'une tonne de carbone à la société est de 100 dollars.

Au regard de ce constat, il apparaît évident que sauver les forêts tropicales est le moyen le plus efficace et de loin le plus rentable pour réduire nos émissions de carbone.

Trop longtemps injustement décrié, le secteur forestier est en Afrique Centrale le deuxième employeur après l'Etat, et ceci, dans les lieux où les services de l'Etat sont souvent absents. Avec la certification forestière, un cercle vertueux où emploi rime avec conservation a vu le jour. Les avantages sociaux et économiques des services rendus par les entreprises forestières certifiées sont estimés à plusieurs centaines de milliards de dollars.

Ces entreprises sont sans conteste les meilleurs ambassadeurs de l'esprit responsable dont l'Europe se veut leader. Il est fondamental que le secteur forestier soit mieux compris par la société civile et par les entités publiques ou privées susceptibles de les aider. Il est

désormais urgent de faire basculer le monde forestier tropical vers la certification à plus grande échelle.

Le One Planet Summit est une plateforme issue de la COP 21 de Paris, d'engagements et de projets au service de la communauté internationale qui a pour but d'accélérer la transition mondiale vers une économie bas-carbone. L'emploi, l'innovation et la création d'opportunités économiques sont au cœur des préoccupations de la coalition One Planet Summit. Pour réussir ce changement de paradigme, les principaux fonds souverains, les investisseurs institutionnels ou les banques de développement mènent d'ores et déjà des actions pour changer les modèles d'investissement. De grandes entreprises affirment ainsi leur responsabilité face au dérèglement climatique et prennent les mesures pour prendre en compte les risques climatiques, sociaux et environnementaux dans leur modèle d'affaires.

La SNDI met en œuvre depuis 2018, des actions visant à mettre fin en 2030 à l'importation de produits forestiers ou agricoles non durables contribuant à la déforestation. Il s'agit de réduire la déforestation, la dégradation des forêts, la conversion d'écosystèmes et le changement d'affectation des sols indirect à l'étranger. Ces efforts s'inscrivent dans l'objectif de l'Union européenne, auquel la France a souscrit en 2008, de « réduire de moitié la déforestation tropicale brute par rapport aux niveaux actuels d'ici 2020 » et de « stopper la diminution de couverture forestière de la planète en 2030 ».



Benoît Jobbé-Duval est le Directeur général de l'Association Technique Internationale des Bois Tropicaux (ATIBT), association fondée en 1951 et qui a pour vocation d'être au service de la filière des bois tropicaux, de la forêt jusqu'au consommateur final. Pour plus d'informations :

<https://www.atibt.org/fr>

<https://www.fair-and-precious.org/fr/>